

## 20 Société et Culture

Education / 5ème édition de la Journée de partage de la Fenapeg

## Appel à une année scolaire apaisée

E.L.

Libreville/Gabon

LES membres du bureau de la Fédération nationale des associations des parents d'élèves et étudiants du Gabon (Fenapeg) et les responsables de leurs structures de base au sein des établissements étaient en conclave le week-end écoulé, au lycée Capitaine Charles Ntchoréré de Libreville. Cette rencontre s'inscrivait dans la continuité de la journée dite de partage, organisée chaque année, à la veille de la rentrée scolaire.

Le président de la Fenapeg, René Mezui-Menié, intervenant lors de cet événement, a rappelé que ce rendez-vous, aujourd'hui à sa cinquième édition, est souvent l'occasion pour les parents d'élèves de réfléchir sur les maux qui minent le secteur éducatif de notre pays, afin de faire des propositions au gouvernement.

Les thématiques retenues



Photo : Eric Lapelha

De g à d : capitaine Alain Brice Ebobola, chef du service formation à l'Oclad, capitaine Sosthène Makouana, directeur de la formation, et René Mezui, président de la Fenapeg. Photo du milieu : L'assistance suivant les exposés au cours de la journée du partage. Photo : Shella Biket Mebiame, directeur des opérations techniques à l'Agasa, intervenant sur l'importance de l'alimentation en milieu scolaire.

cette année portaient essentiellement sur les réformes de l'éducation et de la formation depuis 2010, le trafic des stupéfiants en milieu scolaire et l'amélioration des conditions d'étude des enfants. L'orateur a regretté l'absence de nombreux parents d'élèves, alors que les thèmes évoqués concernent la scolarité de leur progéniture.

En l'absence également des responsables du ministère de l'Éducation nationale et de ceux de l'Enseignement supérieur, pourtant invités

et qui devaient aborder le sujet relatif aux réformes dans le système éducatif gabonais, les quelques parents d'élèves présents ont suivi les exposés sur le trafic de stupéfiants développés par les capitaines Sosthène Mouakana et Alain Brice Ebobola, respectivement, directeur de la formation et chef de service formation à l'Office centrale de lutte anti-drogue (l'Oclad), ainsi que celui portant sur l'alimentation, présenté par Mme Shella Biket Mebiame, directeur des opérations



Photo : Eric Lapelha

techniques à l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agasa).

Evoquant le sujet poignant de la drogue, les exposants ont souligné que le phénomène prend de plus en plus de l'ampleur en milieu scolaire. Au secondaire comme au supérieur, des nombreux élèves, filles et garçons, se livrent à cœur joie à la consommation de ces substances nocives. Les officiers de police judiciaire ont déploré cette situation, souvent à l'origine des bagarres rangées entre élèves au sortir des cours

ou des agressions sur d'autres citoyens.

La situation, ont déploré les orateurs, est telle que certains élèves ou étudiants sont régulièrement en état d'ivresse. C'est d'autant plus grave que dans le monde, chaque année, naissent près de 500 nouvelles formes de drogue.

Au regard de ce danger d'ordre social, la Fenapeg sollicite de la police un partenariat pour mener des campagnes de sensibilisation dans les structures scolaires, tant à Libreville



Photo : Eric Lapelha

qu'à l'intérieur du pays. Il en est de même pour l'alimentation dont Mme Shella Biket Mebiame a rappelé l'importance aux responsables d'établissements et de bureaux des APE. Que ceux-ci puissent donc veiller à la qualité des aliments vendus aux élèves et à leurs encadreurs.

Au terme de ces échanges, René Mezui-Menié a exhorté les différents acteurs du secteur éducatif à privilégier l'esprit de dialogue et de concertation, pour que l'année scolaire 2015-2016 soit apaisée.

## Recherche scientifique/Coopération nippo-gabonaise

## Convention pour le diagnostic rapide des maladies virales

R.H.A

Libreville/Gabon

Elle a été signée, vendredi, à l'ambassade du Japon, en présence, entre autres, du chef de mission diplomatique, Masaaki Sato, du chef de la Jica, Dr Kaname Kanai, et du secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, Guy Serge Bignoumba.

DANS le cadre du programme de Partenariat de recherche scientifique pour le développement durable (Satreps), le directeur général de la Recherche scientifique, Lansoud Soukate, et le chef d'équipe de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), Dr Kaname Kanai, ont procédé, vendredi, à l'ambassade du Japon, à la signature du



Photo : RHA

Echange des documents paraphés entre les deux parties. Photo du milieu : Guy-Serge Bignoumba, SG du ministère de la Recherche scientifique, s'exprimant sur le bien-fondé de ce projet. Photo de droite : L'ambassadeur du Japon, Masaaki Sato, au cours de son allocution.



Photo : RHA



Photo : RHA

procès-verbal d'étude de plan détaillé du projet de coopération technique intitulé "Identification des pathogènes inconnus et établissement d'un système de diagnostic rapide sur place pour les maladies virales au Gabon".

Ce projet dont la mise en œuvre sera réalisée en partenariat entre l'université de Nagasaki au Japon et le

Centre de recherches médicales de Lambaréné (Cermel) contribuera au renforcement des capacités des chercheurs gabonais, afin d'établir une estrade de mesure pour les maladies infectieuses virales. De plus, ce projet a pour but de développer la recherche médicale, y compris les stages et formation des capacités humaines

dans le domaine de la santé. Ceci, en collaboration avec l'Institut de recherche japonais concernant l'identification des pathogènes, des maladies infectieuses connues et non identifiées, ainsi que le développement des techniques de diagnostic rapide pour les maladies virales, constituant un véritable problème de santé

publique.

La mise en œuvre s'effectuera sur cinq ans, à partir d'avril 2016 et prendra fin en mars 2021. Le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Guy Serge Bignoumba, a estimé que « C'est un renforcement de notre système de recherche scientifique, notamment

par le transfert des technologies et de compétences que nous attendons au travers de ce type d'opération ». En effet, à travers cette coopération active, le Japon entend contribuer de manière efficiente à la sécurité humaine dans la sous-région, particulièrement au Gabon qui est la base du développement socio-économique.

De son côté, l'ambassadeur du Japon, Masaaki Sato, a émis le souhait de créer une coordination harmonieuse entre la Jica et le ministère de la Recherche scientifique, en vue du lancement de ce projet, en tant que symbole de développement d'amitié et de coopération entre le Gabon et le Japon. Ce qui contribuera au renforcement de la recherche médicale et scientifique et de la sécurité humaine entre nos deux pays.

## Conférence de presse du Révérend pasteur Georges Bruno Ngoussi

## Les hommes d'églises appelés à la responsabilité

COE

Libreville/Gabon

LES hommes d'églises sont appelés à la responsabilité. Au cours d'une conférence de presse samedi dernier à la chambre de commerce, l'homme d'église, le révérend pasteur Georges Bruno Ngoussi, a instruit

l'assistance au sujet de la vision de Dieu, dont il dit être le serviteur, pour la nation. Pour lui, les dérives sociétales, qu'il affirme avoir observées, ne seraient que la traduction logique de la colère de Dieu, le Tout Puissant ayant décidé de sanctionner les Gabonais, en raison de leur refus farouche d'agir conformément à sa volonté.

Revenant sur les initiatives multiformes engagées ici et là par le corps de Christ auquel il dit appartenir, le leader des églises Nazareth a regretté l'inefficacité de ces actions, affirmant qu'elles n'ont été qu'un feu de paille. Toute chose qui l'a conduit à l'organisation de cette rencontre, dont l'aboutissement serait la mise en œuvre de plans pratiques sans équivoque,

de façon à faire en sorte que la vraie manifestation de la volonté de Dieu soit. « Heureuse la nation dont l'Éternel est Dieu », a-t-il soutenu, se fondant sur les textes scripturaires, pour mettre en parallèle la parole de Dieu et la réalité sociétale.

Aussi, a-t-il convié le corps ecclésiastique à une responsabilité face aux enjeux de l'heure. Un cadre de

concertation sera donc mis en place le 12 décembre prochain, pour définir ensemble les actions concrètes à poser pour entrer dans le plan parfait de Dieu, a-t-il promis.

Le révérend pasteur Georges Bruno Ngoussi lors de son intervention.



Photo : Benjamin PENDI